

Session Plénière du 28 Février 2019

RAPPORT N°19.01.02 – De nouvelles mobilités pour tous les territoires

Intervention de Gilles GODEFROY

Monsieur le Président, chers collègues,

Je note bien que vous faites beaucoup d'efforts pour faciliter la mobilité, mais de quelle mobilité parlez-vous ?

Notre région a deux métropoles, à savoir Tours et Orléans et vous n'êtes pas sans savoir que nous avons toujours lutté contre ces conglomérats plus ou moins artificiels, fruits de la loi NOTRe qui centralisent tout autour d'elles, comme les grands bassins d'emploi qui se créent à leurs alentours.

C'est la centralisation dans la décentralisation !

Mais vous oubliez la ruralité, celles des périphéries des départements qui ne sont pas encore morts malgré tout ce qui est fait pour les assécher. Et à long terme - pas si long que ça d'ailleurs - les faire disparaître au profit de la Région et des métropoles.

Pourtant la Région n'a pas à se vanter de ses résultats !

- 62% des habitants de notre Région estiment qu'il est difficile de trouver un emploi.
- 51% trouvent que les services publics disparaissent.

Sans compter les autres facteurs aggravants qui viennent s'ajouter comme la fracture médicale (31%) ou l'accès aux transports (52%).

Ceci concerne toute la région. Vous vous doutez bien que les chiffres sont autres lorsque l'on se consacre à la ruralité.

Les petits pôles de centralité qu'étaient les anciens chefs-lieux de canton, situés en marge des grandes zones urbaines ou des grandes agglomérations concentraient nombre de services. Ils sont maintenant en voie de paupérisation, voire de disparition !

Des villes comme Monnaie – Château-Renault – Châteaudun – Herbault – Issoudun – Le Blanc - Argenton-sur-Creuse – Pithiviers – Montargis et d'autres encore - voient leur attractivité se réduire comme peau de chagrin au bénéfice des villes situées en proche périphérie des villes-métropoles.

Certaines perdent leurs commerces, leurs services ou pire encore leur maternité comme à Pithiviers ou au Le Blanc. Aussi, l'avenir de certaines lignes ferroviaires sont menacées comme à Argenton-sur-Creuse, et il a fallu que les habitants se révoltent pour obtenir gain de cause.

Ces situations obligent de plus en plus souvent nos concitoyens à utiliser leur véhicule personnel pour effectuer des distances toujours plus longues alors qu'ils pouvaient les faire à pied au sein de leur propre ville - plus de médecins, plus de postes ni d'écoles, ni bien sûr de commerces.

Une population plus âgée ou présentant un handicap au sein d'un bassin de vie doit aussi pouvoir bénéficier toute l'année d'un accès de transport en commun vers des pôles médicaux de proximité sans avoir besoin de réserver ou prévoir à longterm à l'avance leurs déplacements.

Et ce n'est la création d'une ligne de bus pour aller de La Châtre à Argenton-sur-Creuse, deux fois par semaine qui va les satisfaire. Surtout que cette « ligne », si je puis dire - a été créée dans le but premier d'aller au Pôle emploi... comme s'il suffisait de traverser la rue pour trouver du travail ! Cela se saurait !

Cela ne va pas aider les anciens dans leur vie de tous les jours : leurs besoins sont autres !

Aller à Pôle Emploi peut à la rigueur concerner les plus jeunes. Mais ce qui les motive le plus souvent, c'est de pouvoir avoir accès aux centres économiques, sportifs, sociaux, pour eux et pour leur famille.

L'importance des usages est à prendre avec considération : la prépondérance des véhicules individuels représente souvent la liberté de circulation qu'il n'est pas possible de remplacer intégralement par le transport collectif lorsque l'on sait que notre Région est essentiellement rurale et bien que vous fassiez des efforts sur le REMI à la demande, peu connu, il est vrai, mais qui ne sera certainement pas la panacée.

A plus forte raison quand ce transport présente des défaillances - comme c'est le cas avec la SNCF ou encore avec les bus Azalys de la Communauté d'Agglomération de Blois, qui rencontrent des retards et des annulations fréquentes.

Il y a quelques temps les Gilets Jaunes criaient : « on a faim » ! Il leur était répondu : « on va vous donner des réductions pour acheter une Zoe - ou toute autre voiture électrique. »

Force est de constater qu'en 2019, les réponses apportées par les pouvoirs publics sont toujours aux antipodes des préoccupations de la société.

Demandez d'abord ce que les citoyens veulent et agissez en conséquence ! Le transport doit s'adapter aux demandes du citoyen et non le citoyen s'adapter aux possibilités de la région.